La dynamique des pôles

Label de compétitivité. Entreprises, acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur, collectivités s'unissent pour créer dans nos régions de nouveaux projets. Bilan et perspectives...

PAR ANDRÉ TRENTIN

u début des années 2000, la Silicon Valley était déjà un modèle industriel qui faisait de ce coin de Californie une terre d'innovations mondiales. Cela n'avait pas échappé à Christian Blanc, l'ex-PDG d'Air France alors député, chargé en 2004 d'un rapport sur les moyens de «booster» les territoires en France. L'année suivante, Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, donnait naissance aux pôles de compétitivité. Vingt ans plus tard, ils sont toujours là et bien là, et stimulent l'attractivité des territoires tout autant que l'innovation. On en compte 55 en France, qui font de l'innovation autour de la santé, comme BioValley en Alsace, de l'atome comme Nuclear Valley en Bourgogne, de l'agriculture comme Vegepolys Valley en Anjou...

«La vocation des pôles, c'est de faire travailler ensemble des acteurs différents: entreprises, start-up, acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur, collectivités...», explique-t-on à la Direction générale des entreprises à Bercy. «C'est un peu ça la magie des pôles, un endroit où l'on retrouve le plus de diversité. Un atout », rebondit Jean-Luc Beylat, président de l'Association française des pôles de compétitivité (AFPC). «Les pôles font tomber les cloisons, ajoute Pauline Capus, DG de l'AFPC. Ils font naître des choses qui, sans cela, ne seraient jamais survenues si les chercheurs étaient restés dans leurs colloques et les patrons de PME dans leur business.»

Les grandes entreprises aussi sont de la partie. Elles se servent des pôles pour «tirer vers le haut



Envolée. Le pôle toulousain Aerospace Valley accueille depuis 2020 le constructeur Aura Aero spécialisé dans la décarbonation.

leurs fournisseurs et découvrir des innovations que ne créent pas leurs labos », explique Bruno Darboux, président d'Aerospace Valley à Toulouse et dirigeant chez Airbus. En plus d'organiser conférences et webinaires, l'activité essentielle des pôles consiste à réunir des jurys pointus qui passent au crible

les projets des adhérents. Si un pro-

jet est reconnu innovant, il est la-

bellisé. Le label, gage de sérieux et

de qualité, servira de sésame pour

des financements, dont une par-

tie sera publique: aujourd'hui le

plan France 2030 (54 milliards d'eu-

ros sur cinq ans) est très sollicité,

tout comme en Europe les fonds

de l'European Innovation Coun-

cil (EIC). Depuis 2005, 12 000 pro-

jets ont été labellisés. Citons à

Grenoble les miniécrans issus du

pôle Minalogic (numérique), à Bor-

deaux les robots multitâches d'Al-

pha-RLH (photonique, laser), à

Saint-Étienne-du-Rouvray les ré-

millions d'euros

C'est le budget moyen de fonctionnement d'un pôle qui, en moyenne, compte 350 adhérents et emploie 15 personnes.

Les sociétés adhérentes aux pôles investissent davantage dans la R&D.

servoirs à gaz liquéfié de NextMove (automobile) ou à Saclay le système de veille infrarouge ultra haute définition de Systematic (Deep Tech)... Au-delà de ces projets, on peut même se demander si les « gigafactories » annoncées récemment se retrouvent par hasard dans les Hauts-de-France pour les batteries de voitures électriques (Stellantis, Envision, Verkor, Pro-Logium) ou en Rhône-Alpes pour les semi-conducteurs (Global Foundries). Peut-être pas. À Lille, le pôle de mobilité i-Trans fait la part belle à l'automobile, quant à Grenoble, Minalogic est en pointe dans les activités numériques.

Ponts. Avec le temps, les pôles ont eu tendance à ravonner sur toute la France et se sont mis à collaborer. Ils ont aussi lancé des ponts vers l'Europe. « L'ensemble des pôles aujourd'hui a vocation à s'internationaliser», dit-on à Bercy. À eux tous, ils constituent des réseaux fantastiques, très ouverts. «Ce sont les seuls univers où les gens sortent de leurs bureaux, se parlent en toute liberté. Les hiérarchies sont abolies», ajoute Joëlle Durieux, ancienne dirigeante du pôle Finance Innovation. Mais, attention tout de même, l'État n'est jamais très loin.

C'est lui qui détermine les critères pour l'agrément des pôles (nombre d'adhérents minimal, part du financement privé, projets européens...). De même, il «donne & les grandes lignes stratégiques » pour chaque phase de quatre ans. L'actuelle, la cinquième (2023-2026), a été établie de manière cohérente avec le plan France 2030, mettant l'accent sur les initiatives de portée européenne et sur la création 🖁 de start-up. «Au fil du temps, les régions se sont impliquées de manière croissante», poursuit-on à Bercy. Elles font d'ailleurs partie du comité de sélection qui donne quitus aux pôles à la fin de chaque phase. «Le comité évalue la stratégie d'animation du pôle, ses propositions, son expertise technologique...» Mais, au final, la décision appartient au Premier ministre.

Le fonctionnement des pôles n'est pas hors de prix. « Ce sont des outils qui ne coûtent pas cher », note Pauline Capus, de l'AFPC. L'État apporte 10 millions d'euros par an pour les 55 pôles soit 10à15 % des budgets contre 25 à 30 % pour les régions, le reste provenant des adhérents. Ce n'est qu'ensuite, pour le financement des projets labellisés, que la part du public devient plus importante: sur les 7,5 milliards d'euros mobilisés de 2005 à 2019, une partie non négligeable (3 milliards) est venue du public.

Le jeu en vaut-il la chandelle? À première vue, oui. Des études de la Direction générale des entre20000

C'est le nombre d'adhérents aux pôles parmi lesquels 18 000 entreprises et 2 000 centres de recherche et de formation.

23

C'est le nombre de projets financés en moyenne chaque année par un pôle pour un montant moyen de 2,5 millions d'euros, dont 1,2 million de fonds publics.

prises montrent que les sociétés adhérentes aux pôles investissent davantage dans la recherche et le développement (R & D) que les autres. «Pour chaque euro d'argent public investi dans les pôles, les entreprises ont consacré trois euros supplémentaires à la R&D», souligne Bercy. Ces mêmes entreprises sont aussi plus performantes pour ce qui est du chiffre d'affaires, de l'emploi et de l'exportation. Pari gagné donc, pourrait-on affirmer. Sans doute si le commerce extérieur de la maison France n'était pas dans le rouge vif! En fait, la compétitivité d'un pays dépend d'une infinité d'éléments (impôts sur les entreprises, charges sociales, disponibilité de la main-d'œuvre, obstacles bureaucratiques...). Et si les pôles tournent plutôt bien, ils ne peuvent tout emporter. «Si l'enjeu pour notre compétitivité, c'est de multiplier le nombre de PME innovantes et exportatrices, qui reste encore trop faible par rapport à nos grands concurrents, alors les pôles sont la solution de l'avenir», résume Jean-Luc Beylat, président de l'AFPC. Sans être la solution miracle... Voici quatre exemples de pôles qui font rayonner leur territoire.

Aerospace Valley.

de l'aéronautique aux drones

Le siège d'Aerospace Valley à Toulouse se trouve dans le bâtiment B612, du nom de l'astéroïde d'où est parti le Petit Prince. Belle symbolique. Le pôle, dont le territoire couvre les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, rassemble près de 850 adhérents autour de l'aéronautique, de l'espace et des drones. C'est à l'évidence un pôle mondial avec des seigneurs comme Airbus mais aussi le Cnes. «Aujourd'hui, dans l'aéronautique, nous sommes face aux États-Unis, mais demain il faudra compter aussi avec la Chine. C'est le combat à venir», explique Bruno Darboux, président d'Aerospace Valley. Dans l'espace, les batailles de l'avenir se



Business Sud Champagne vous accompagne dans votre implantation et dans votre stratégie de développement





www.business-sud-champagne.com - 03 25 73 68 10

SPÉCIALATTRACTIVITÉ TERRITORIALE

feront autour des constellations de satellites et des lanceurs, domaine dans lequel l'Europe prend du retard. Mais aussi sur la propulsion en orbite, la technologie quantique et l'intelligence artificielle embarquée... Une bonne part du salut viendra de futures usines 4.0.

Depuis 2005, avec 8 millions d'euros de budget et quelque 70 employés, Aerospace Valley a labellisé 794 projets qui ont réuni 1,9 milliard d'euros dont 800 millions de fonds publics. Parmi ces projets, on trouve des avions légers décarbonés de moins de 20 passagers comme le VTOL, appareil à décollage vertical d'Ascendance Flight Technologies, ou le Cassio 310, avion électrique hybride à cinqplaces de VoltAero... Dans l'espace, le pôle a donné un coup de pouce à la start-up U-Space pour produire des microsatellites à bas coût et lancé la Space Climate League, un club d'opérateurs qui recueillent des données depuis l'espace sur la situation climatique.

Cosmetic Valley, en beauté

Créée en 1994, la Cosmetic Valley a existé avant les pôles de compétitivité. Elle regroupait au début une petite vingtaine de PME autour de Chartres, dans une région où des grands de la profession, Guerlain en tête, commençaient à s'installer. En 2005, quand arrivent les pôles, «la Cosmetic Vallev s'est battue pour être retenue». raconte Christophe Masson, son directeur général. « Nous avons dû changer de philosophie en faisant de la place à la recherche. Il nous a fallu convaincre Bercy que les cosmétiques et la recherche ne s'excluaient pas l'un l'autre », poursuit Christophe Masson. Depuis, Cosmetic Valley a grandi pour devenir pôle national en 2014. Avec un budget de 5 millions d'euros et 25 employés, elle compte aujourd'hui 630 adhérents, dont tous les grands noms de la profession (Dior, Chanel, Sisley, L'Oréal...). Marc-Antoine Jamet, secrétaire général du groupe LVMH, préside la Cosmetic Valley depuis 2011.

«Pour nous, la formule du pôle est la seule manière de résister à la concurrence internationale, spécialement celle de la Corée et du Japon, explique Christophe Masson. Réunir entrepreneurs et chercheurs est le seul moyen de nous faire réussir la transformation écologique et d'aller vers plus de naturalité. » Aussi bien pour les contenus (crèmes, parfums...) que pour les contenants (flacons, tubes...). Pour cela, la Cosmetic Valley accompagne de nombreuses start-up avec son Beauty Hub. Depuis 2005, elle a labellisé 500 projets qui ont rassemblé 520 millions d'euros. Parmi ceux-ci, de nouveaux filtres UV écoresponsables, l'utilisation en parfumerie d'un bois guyanais, l'oud...

Axelera, pour la chimie

«Le pôle a fait preuve d'audace en m'élisant à sa tête, moi, patron de PME. En plus, je suis un pur environnementaliste, car, si j'utilise la chimie, c'est pour nettoyer des sites pollués », note, amusé, Gaël Plassart, qui préside depuis juin Axelera, le pôle chimie-environnement de la région Auvergne-Rhônes-Alpesinstalléprès de Lyon. «Pour les chimistes, ce n'était pas évident en 2005 de mettre en avant l'environnement. Mais aujourd'hui nous sommes dans l'air du temps», dit-il. Avec un budget de 2,5 millions d'euros pour 25 personnes, Axelera réunit 417 adhérents parmiles quels une proportion exceptionnelle de centres de recherche (85) aux côtés de poids lourds (Arkema, Solvay, Engie, Suez, Veolia, Michelin...) et d'une kvrielle de PME. La place donnée aux laboratoires n'est pas fortuite pour un pôle qui multiplie les montages européens. Et qui ne cache pas ses ambitions. «Nous voulons trouver de vraies solutions pour mieux faire face aux changements climatiques, rappelle Gaël Plassart. Nous nous positionnons comme un pôle ressource pour les autres filières et les autres territoires. » Axelera veut pousser au maximum la performance des technologies propres dans les usines, les villes, les campagnes. Ses projets sont multiples: captage de CO2, stockage d'hydrogène, recyclage des plastiques, purification de l'air, de l'eau et des sols... Au total depuis 2005, Axelera a labellisé 500 projets ayant mobilisé 1,8 milliard d'euros.

Aquimer, le goût de la mer

À Boulogne, avec 1,2 million de budget et dix employés, le pôle Aquimer s'occupe des produits de la mer: de la pêche jusqu'au supermarché. Boulogne, malgré la baisse des captures, est resté le premier centre européen de transformation de produits de la mergrâce aux importations. Et ne pourra le rester que s'il conserve sa compétitivité comme l'ensemble de la filière pêche française. «Dans notre secteur, il n'y a pas de multinationales. Toutes nos entreprises sont des PME dispersées le long du littoral. Pour elles, le pôle est la solution car aucune de ces PME n'a les moyens d'engager des projets d'innovation», explique Thierry Missonnier, DG d'Aquimer. Voilà pourquoi les quelques entreprises de Boulogne qui s'étaient associées dès 1999 n'ont pas hésité une seconde quand les pôles se sont présentés en 2005. Depuis, Aquimer a multiplié les partenariats en Europe et labellisé 200 projets dont 135 ont été financés à hauteur de 284 millions d'euros. Parmi eux, le recyclage des sous-produits (têtes, arêtes, peaux de poissons), la mise au point de filets biodégradables, le décorticage des coquilles Saint-Jacques, l'élimination des plastiques... Simple début car à l'avenir il faudra s'attaquer à la décarbonation, sujet spécialement sensible pour les flottes de pêche. La décarbonation qui fait partie des grands objectifs du plan France 2030

Deux nouveaux venus

À l'origine, en 2005, 71 pôles ont été créés. Depuis certains ont fusionné: dans le numérique, Advancity a été absorbé par Cap Digital, dans la pharmacie Cancer-Bio-Santé par Euro-biomed... D'autres ont disparu comme Nov@log, dans la logistique au Havre ou Îmaginov dans le jeu vidéo à Lyon. Il arrive, mais c'est assez rare, que de nouveaux pôles apparaissent. C'est le cas cette année avec Enter (numérique) et Infr@2050(infrastructures), qui ont obtenu un agrément pour deux ans, durée correspondant à une période

d'essai.

Depuis 2005, Cosmetic Valley a labellisé 500 projets qui ont rassemblé 520 millions d'euros.